



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARNE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement, Eau,
Préservation des Ressources
Cellule politique de l'eau

N° 45 - 2019 - EP

**Arrêté portant ouverture d'une enquête publique
à la déclaration d'intérêt général comportant une autorisation environnementale,
pour des travaux de renaturation de la Coole
sur le domaine de Coolus
sur le territoire de la commune de Coolus**

Le Préfet de la Marne

Vu le code de l'environnement, notamment son livre II et les articles L.123-1 à L.123-19, L.124-1 à L.124-8, L.181-1 à L.181-23, R.123-1 à R.123-24, R.181-36 à R.181-44 et R.214-88 à R.214-103 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu la demande présentée par le président de la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne, en vue d'obtenir une déclaration d'intérêt général comportant une autorisation environnementale à la réalisation des travaux de renaturation de la Coole sur le Domaine de Coolus ;

Vu les documents annexés à ces demandes ;

Vu l'avis en date 27 décembre 2018 de la direction départementale des territoires de la Marne ;

Vu l'avis en date du 28 novembre 2018 de la délégation territoriale de la Marne de l'agence régionale de santé ;

Vu la décision n° E19000031/51 du 11 mars 2019 de Monsieur le vice-président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, désignant pour le projet précité, M. Jean-Claude BONNET, retraité de l'industrie pharmaceutique, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Marne,

A R R E T E

Article 1^{er} :

Il sera procédé sur le territoire de la commune de Coolus, à une enquête publique sur le projet susvisé présenté par le président de la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne. Le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de Coolus ;

Article 2 :

A cet effet, l'intégralité du dossier, au format papier, sera consultable en mairie de Coolus **du lundi 15 avril 2019 à partir de 14 heures au lundi 20 mai 2019, jusqu'à 17 heures inclus**, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie ;

L'intégralité du dossier sous forme électronique, ainsi que les avis, seront également consultables :

- **à la mairie de Coolus**, sur un ordinateur mis à la disposition du public, **du lundi 15 avril 2019 à partir de 14 heures au lundi 20 mai 2019, jusqu'à 17 heures inclus**, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie ,
- sur le site internet des services de l'État dans la Marne
www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-Loi-sur-l-Eau

Les intéressés pourront consigner leurs observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, en mairie de Coolus, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur ;

Les intéressés pourront également adresser leurs observations et propositions pendant toute la durée de l'enquête :

- par correspondance, à l'attention du commissaire-enquêteur, domicilié au siège de l'enquête, mairie de Coolus – Grand Rue 51510 Coolus qui les joindra au registre d'enquête. Les observations et propositions écrites et orales du public seront également reçues par le commissaire-enquêteur, aux lieux, jours et heures qui sont fixés à l'Article 3 du présent arrêté. L'ensemble de ces observations et propositions écrites ou transmises par voie postale seront consultables sur le site internet des services de l'État dans la Marne www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-Loi-sur-l-Eau
- par voie électronique à l'adresse suivante : ddt-seepr-pe@marne.gouv.fr en précisant l'intitulé de l'enquête dans l'objet du courriel. Dès qu'elle en aura pris connaissance, la DDT transmettra ces observations au commissaire-enquêteur, ainsi qu'à la mairie de Coolus, afin qu'elles soient insérées au registre d'enquête. La DDT se chargera également de la mise en ligne de ces observations sur le site internet des services de l'État dans la Marne www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-Loi-sur-l-Eau

Il ne pourra être pris en compte par le commissaire-enquêteur que les observations parvenues avant la date de clôture de l'enquête publique, soit **le lundi 20 mai 2019 jusqu'à 17 heures** ;

Article 3:

M. Jean-Claude BONNET, retraité de l'industrie pharmaceutique, désigné en qualité de commissaire-enquêteur par la décision sus-visée, siègera afin de recueillir les déclarations éventuelles des intéressés :

à la mairie de Coolus le :

Lundi 15 avril 2019 de 14 heures à 17 heures (ouverture d'enquête),

Lundi 29 avril 2019 de 14 heures à 17 heures,

Lundi 20 mai 2019 de 14 heures à 17 heures (clôture d'enquête)

Article 4 :

L'enquête publique sera annoncée au moyen d'avis affiché (format A3) en son voisinage ainsi qu'en tous lieux où ils pourront être aisément consultés, notamment en mairie de Coolus, par les soins du maire de la commune précitée ;

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête soit au plus tard **le 29 mars 2019** et durant toute la durée de celle-ci, cet avis fera l'objet d'une publication par voie d'affiche dans la commune de Coolus ;

L'accomplissement de cette mesure de publicité sera justifié par la production d'un certificat établi par le maire de Coolus ;

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par le maire de Coolus, à l'affichage de cet avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet ;

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera, par les soins du préfet de la Marne, publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département de la Marne ;

Cet avis sera également publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne :
www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-Loi-sur-l-Eau

Article 5 :

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête déposé en mairie de Coolus est clos par le commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles ;

Article 6 :

Le commissaire-enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies ;

À l'issue de l'enquête publique, le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public ;

Le commissaire-enquêteur consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet ;

Enfin, il fera parvenir, dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai de l'enquête, le dossier d'enquête et le registre accompagné de son rapport et ses conclusions motivées à la direction départementale des territoires – service environnement, eau, préservation des ressources – cellule politique de l'eau. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif ;

Passé ce délai de 30 jours, si le commissaire-enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté au préfet, après avis du pétitionnaire, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L.123-15 du code de l'environnement, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L.123-15 précité, lequel prévoit, après accord du pétitionnaire et après mise en demeure du commissaire-enquêteur, de demander au président du tribunal administratif de dessaisir le commissaire-enquêteur et de lui substituer un nouveau commissaire-enquêteur ;

Article 7 :

Le commissaire-enquêteur rencontrera dans un délai de huit jours, le responsable du projet, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire-enquêteur des registres d'enquêtes et des documents annexés. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Article 8 :

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public :

- à la direction départementale des territoires – service environnement eau, préservation des ressources – cellule politique de l'eau – 40, boulevard Anatole France – BP 60554 – 51022 Châlons-en-Champagne cedex
- en mairie de Coolus – Grand Rue – 51510 Coolus
- sur le site internet des services de l'État dans la Marne
<http://www.marne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-Loi-sur-l-Eau>

pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 9 :

Le Préfet de la Marne est l'autorité compétente pour prendre par arrêté les décisions relatives à cette demande de déclaration d'intérêt général comportant une autorisation environnementale ;

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une déclaration d'intérêt général comportant une autorisation environnementale assortie du respect de prescriptions ou d'un refus ;

Des informations peuvent être demandées :

- à Monsieur Ludovic MALOTET, Chef de Service Gestion des espaces naturels de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne, par mail à l'adresse l.malotet@chalons-agglo.fr ou par voie postale – 26, rue Joseph-Marie Jacquard - B.P. 187 - 51009 Châlons en Champagne
- à la direction départementale des territoires de la Marne, par mail à l'adresse ddt-seepr-pe@marne.gouv.fr ou par voie postale - service environnement, eau, préservation des ressources – cellule politique de l'eau – 40, boulevard Anatole France – BP 60554 – 51022 Châlons-en-Champagne cedex

Article 10:

Le conseil municipal de la commune de Coolus est appelé à donner son avis sur la demande de déclaration d'intérêt général comportant une autorisation environnementale dès l'ouverture de l'enquête publique. Cet avis ne sera pris en considération que s'il est exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête, soit jusqu'au **4 juin 2019** ;

Article 11:

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le directeur départemental des territoires de la Marne, M. le maire de Coolus et M. le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châlons-en-Champagne, le 21 MAR. 2019

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires



Patrick CAZIN-BOURGUIGNON